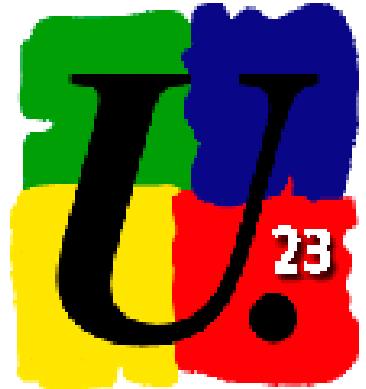




LA CREUSE



Ce soir, le député de la République en Marche a choisi de venir présenter ses vœux aux Creusois à Felletin.

Nul doute que ces vœux, dans la droite lignée des précédents, présentés par un des plus ardents défenseurs de la Macronie se féliciteront de la politique gouvernementale. Pour celui qui était (et peut-être encore toujours) pressenti Ministre de l'Agriculture avant ses déclarations à l'emporte-pièce sur les syndicalistes comparés à des islamistes radicaux, l'allégeance au pouvoir en place sera naturelle.

Nul doute que Jean-Baptiste Moreau s'enthousiasmera de la mise en place d'un plan particulier pour la Creuse signé le 5 avril 2019 à ... Felletin ! Celui-ci, à coup de « graaaaaands » objectifs comme « Accompagner les évidences liées à une image forte et portée du territoire », « Soutenir les entreprises innovantes, créer, développer et conforter les activités de niche productrices de valeur ajoutée et d'emplois sur le territoire », « Accentuer les conditions du bien vivre en Creuse », ou « De grands enjeux transversaux et des solutions envisagées », n'a qu'une seule réalisation visible actuellement : la volonté de faire de la Creuse un grand champ de chanvre ! Le plan particulier pour la Creuse, cher à nos élus ou à nos futurs éventuels élus en Marche est tout simplement en train de partir en fumée !

Ces objectifs creux qui recensent tout ce qui était déjà sur les rails avant l'annonce du PPC et qui enjoignent les élus à monter les dossiers pour récolter les subventions qui existaient avant l'annonce du plan seraient risibles si on occulte l'origine du Plan Particulier pour la Creuse : le plan social de GM&S qui a conduit 157 salariés à aller pointer au chômage et qui a laissé aux 120 restants une entreprise sans commande des constructeurs automobiles français que sont Renault et Peugeot ! Alors que le pouvoir Macronien, partisan d'un Etat ultra-libéral a fait la preuve de son inefficacité avec les GM&S, c'est sur le dos de ces mêmes salariés qu'il a choisi de monter son plan com' en Creuse !

Cela n'empêchera pas notre député de se féliciter de ce plan et de continuer à nous vendre une politique de régression sociale pour les Français.

L'intersyndicale en lutte CGT-FO-FSU a décidé aujourd'hui de présenter également ses vœux avec une toute autre ambition pour les Creusois.

Nos organisations syndicales constatent que les Services Publics sont un rempart contre la pauvreté et les inégalités sociales. Ils sont également un vecteur d'aménagement du territoire que les majorités successives n'ont eu de cesse d'ignorer. On ne peut ancrer une population sans lui offrir la possibilité de s'éduquer, de se soigner, de se loger, de se déplacer, d'accéder à la culture, de communiquer, d'avoir la lumière, l'eau, le gaz... sans discrimination liée à la grosseur de son porte-monnaie. En ce sens, nos organisations syndicales constatent que la réforme territoriale qui a créé les grandes régions dont la Nouvelle Aquitaine (aussi vaste que l'Autriche), qui prévoit une phase de concentration des lieux de décisions (préfecture de région, super rectorat, ...) dans les métropoles comme Bordeaux conduit à éloigner chaque jour un peu plus les Services Publics des usagers. L'intersyndicale fait le vœu qu'à l'avenir (si ce n'est en 2020) ce projet soit abandonné et qu'au contraire, pour rendre un Service Public efficace, celui-ci soit au plus proche des usagers. Pour faire formule, on ne peut maintenir du public sur notre territoire sans service.

Les agents qui rendent ce service sont stigmatisés. L'intersyndicale fait le vœu que la loi de Transformation de la Fonction Publique soit abrogée. Sans cela elle conduirait l'ensemble des Fonctions Publiques dans un vaste plan social qui permettrait ainsi de répondre aux vœux présidentiels cette fois-ci, de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires sur son quinquennat. Cette loi porte en son sein tous les moyens de faire détester la Fonction Publique aux fonctionnaires : contractualisation quasi généralisée, licenciements déguisés (ruptures conventionnelles, externalisation de services), refonte des compétences des CAP qui deviennent des instances de recours, fusion des CT et des CHSCT, ... L'intersyndicale fait le vœu du maintien d'un Service Public rendu par des fonctionnaires dont le statut garantit des droits fondamentaux aux usagers : tous les éléments du statut sont autant de garanties pour les personnels et donc pour les usagers contre l'arbitraire et les clientéismes politiques. L'indépendance du fonctionnaire face aux politiques permet de garantir l'égalité de traitement des usagers et d'assurer la continuité du Service Public puisque le fonctionnaire à vocation à exercer sa mission tout au long d'une carrière contrairement à l'élu qui l'exerce au cours d'un mandat borné dans le temps.

Dans le domaine éducatif, le maintien d'une Inspection Académique de plein exercice s'impose.

L'intersyndicale souhaite également que tous les élèves Creusois puissent, en 2020 bénéficier chaque jour, sans discontinuité, d'un enseignant statutaire dans sa classe. Pour cela, elle souhaite que le gouvernement qui mène une politique de dédoublement des classes de CP-CE1 en REP et REP+, qui annonce des journées de décharge de service en plus aux directeurs pour faire face à leur mal-être (qui les conduit parfois à commettre l'irréparable), finance ces annonces avec les créations de postes nécessaires. Elle souhaite aussi que les conditions de travail des personnels et des élèves ne soient pas encore et encore sacrifiées sur l'autel des économies.

Bien évidemment, cela passerait par un arrêt des suppressions de postes facilitées par des réformes multiples dans le second degré qui sont source d'inégalités entre les élèves et d'inquiétude permanente pour tous.

Elle souhaite que le département dispose d'un nombre de remplaçants permettant de faire face aux absences, aux besoins de formation des enseignants.

Elle souhaite cette année, que l'ambition légitime de scolariser les élèves à Besoins Éducatifs Particuliers, que la difficulté scolaire, que les élèves non francophones trouvent une réponse adaptée du Ministère de l'Education Nationale. Pour cela, l'intersyndicale souhaite qu'un véritable statut pour les AESH soit créé et qu'il s'accompagne d'un plan de recrutement. Elle souhaite que des Réseaux d'Aide aux Elèves en Difficulté soit créés avec les équipes pluridisciplinaires de psychologues, de maître à dominante rééducative ou pédagogique qui les composent. Elle souhaite que des postes d'enseignants formés en Français Langue Etrangère soient créés.

Dans le domaine de la santé, le manque de personnels et de moyens crée les conditions d'un mal-être au travail généralisé. La lutte menée dans les services d'urgences d'abord puis dans l'ensemble des services des hôpitaux depuis de nombreux mois doit trouver une issue dans l'intérêt des agents et des usagers. L'hôpital de Guéret, celui d'Aubusson, les centres hospitaliers creusois en général sont exsangues. Un véritable plan de recrutement doit être mené tout en valorisant l'ensemble des filières.

Un vrai pôle de gérontologie doit être développé dans notre département. La Creuse doit devenir une référence dans l'accès aux soins des personnes âgées et dépendantes. L'intersyndicale fait le vœu que la loi de modernisation de notre système de santé dont les objectifs sont louables (renforcer la prévention et la promotion de la santé, faciliter au quotidien les parcours de santé, innover pour garantir la pérennité de notre système de santé, renforcer l'efficacité des politiques publiques et la démocratie sanitaire) ait les moyens de ses ambitions. Comme pour l'ensemble des branches de la sécurité sociale, arrêtons les exonérations de cotisations patronales, arrêtons de grever les sources de financement, sinon cette loi deviendra, comme nous le pressentons, un nouveau moyen de faire des économies au ministère de la santé. D'ailleurs le projet de loi de financement de la sécurité sociale porte déjà des restrictions budgétaires de l'ordre de 800 millions d'euros.

Nous souhaitons pour l'année 2020 une amélioration des conditions d'accueil et de prise en soin des résidents de tous les EHPAD du département. Pour cela, le plan d'action EHPAD de la ministre Buzyn ne sera

pas suffisant sauf si la totalité de la somme prévue pour l'ensemble du plan était fléché pour le seul département de la Creuse ! Ceci nous permettrait d'obtenir un taux d'accompagnement de 1 pour 1 comme c'est la norme en Europe. Ceci nous permettrait de mettre en place un véritable accompagnement social et culturel garantissant une fin de vie digne à la hauteur d'un pays comme la France.

L'urgence écologique et sociale doit nous amener à modifier radicalement nos comportements. Cela doit passer obligatoirement par une remise cause du capitalisme et de la vision ultralibérale du rôle de l'État conformément aux engagements pris lors des multiples conférences pour le climat. Cette vision doit permettre de mener une véritable politique de transition industrielle qui soit écologique. Elle aboutirait à une relocalisation des entreprises qui fait grandement défaut au département de la Creuse aujourd'hui. Le chanvre local, oui... mais n'oublions pas le reste de l'économie !

Ce n'est pas le passage de la SNCF en société anonyme qui permettra de réduire le bilan carbone. Le slogan « avec la SNCF, on va vous faire aimer le train » est plus que jamais d'actualité. Pour faire Paris-Guéret, avec la suppression de la correspondance La Souterraine-Guéret en car, il faut désormais rallier Limoges pour trouver une correspondance pour Guéret. Nous ne pouvons que souhaiter que cette correspondance assurée par la ligne 15 au départ de La Souterraine soit rétablie. Cela conforterait la gare de La Souterraine dont l'existence est capitale pour tous les Creusois. Il est impératif que celle-ci retrouve l'ensemble des moyens qui lui étaient dévolus afin que les usagers... euh les « clients » de la SNCF dorénavant soient raccordés en toute sécurité au reste du réseau ferré français. Pour cela, la gare de La Souterraine doit récupérer les arrêts de 6h37 et de 15h30 qui ont été supprimés sur la ligne Paris-Limoges. Des agents d'escale doivent également être nommés afin que les voyageurs, en particulier les personnes à mobilité réduite, puissent prendre le train en toute sécurité. Il est souhaitable également que les métropoles que sont Bordeaux et Lyon soient également accessibles au Creusois et que la ligne Bordeaux-Lyon retrouve un temps de trajet en corrélation avec l'époque à laquelle nous vivons. Cela répondrait, pour une fois, à la véritable définition du mot « modernisation » que le gouvernement utilise dans tous les projets de loi régressifs qu'il fait voter à ses députés « godillots ».

Pour terminer, nous souhaitons aux Creusois et à tous les Français que le projet de loi sur les retraites soit retiré. Ce projet ne pourrait que paupériser les futurs retraités et les priver d'une retraite en bonne santé à laquelle un pays comme la France, pays des droits de l'homme, qui revendique sur les frontons de ses collectivités publiques « liberté, égalité, fraternité », doit pouvoir garantir à tous ses citoyens. Pour nos organisations syndicales, la retraite doit permettre un taux de remplacement d'au moins 75 % pour un départ au maximum à 60 ans après 37,5 années de cotisations.

Cela fait près de 60 jours que nos organisations syndicales luttent pour obtenir l'abandon de ce projet. Les « fouteurs de bordel » selon Macron, les GM&S nous ont montré l'exemple : lutter ! Après 3 ans de lutte, ils n'ont rien lâché ! Et ils ont bien eu raison : le 24 janvier, le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation du plan social de 2017 en rejetant le pourvoi formé par les mandataires de GM&S considérant que la Cour de Bordeaux n'avait pas commis d'erreur de droit. La Cour Administrative de Bordeaux avait donné raison aux salariés en se prononçant pour l'annulation de la décision de la DIRECCTE d'homologuer le plan social ! Cela ne leur redonnera pas du travail mais cela conforte la légitimité de leur combat et leur dignité.

Comme les GM&S, ne lâchons rien. **Soyons digne de l'héritage du programme du Conseil National de la Résistance. Faisons plier ce gouvernement et les suivants définitivement. Luttons pour que nos idées de progrès social et de solidarité deviennent la référence pour les générations futures !**